

## **Courrier n°1 : Acceptation de travailler avec la structure**

Objet :

Madame, Monsieur,

En raison de l'absence d'orthophonistes salariés au sein de votre établissement, je suis régulièrement sollicitée pour assurer la prise en soins de patients relevant de votre structure. Cette situation, bien que compréhensible, n'est pas satisfaisante car elle ne répond pas aux besoins structurels des établissements de santé et médico-sociaux.

Cette absence d'orthophonistes salariés s'explique principalement par des conditions salariales et d'exercice qui ne correspondent pas à notre niveau de formation (grade master – Bac+5). À ce titre, l'externalisation des soins ne peut constituer une solution pérenne.

La présence d'un orthophoniste salarié au sein de votre établissement permettrait :

- un accès équitable et rapide aux soins pour les patients ;
- une réduction notable des délais d'attente ;
- une coordination interprofessionnelle optimale garantissant un suivi personnalisé et des plans de soins adaptés aux besoins spécifiques de chaque patient ;
- une intervention précoce, ainsi qu'une meilleure optimisation des ressources, limitant ainsi les dépenses inutiles et améliorant l'efficacité globale du dispositif de soins.

Dans l'attente d'une convention collective unique étendue, il vous revient de proposer des conditions salariales et de travail conformes à notre niveau de qualification et d'expertise.

La Fédération nationale des orthophonistes (FNO), unique syndicat représentatif de notre profession poursuit activement ses démarches auprès des pouvoirs publics afin d'améliorer l'accès aux soins et favoriser l'exercice salarié de notre profession.

Conformément à la réglementation en vigueur depuis le 28 février 2025 avec la promulgation de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2025, je vous rappelle que tout non-respect des procédures relatives aux doubles prises en charge entraînera une demande de remboursement d'indus directement par la CPAM auprès de votre établissement.

Je reste à votre disposition, tout comme mon syndicat régional et la FNO ([contact@fno.fr](mailto:contact@fno.fr)), pour échanger sur ce sujet.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.